



MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE

DIRECTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DU PARTENARIAT ÉCONOMIQUE

UNITÉ DE MISE EN ŒUVRE DU CADRE INTÉGRÉ RENFORCE (UMOCIR)

PROJET DE PHASE DE SOUTIEN À LA DURABILITÉ DU PROGRAMME CADRE INTÉGRÉ RENFORCE AU NIGER

Rapport technique Consolidé de la première année

Titre du projet: PROJET DE PHASE DE SOUTIEN À LA DURABILITÉ DU
PROGRAMME CADRE INTÉGRÉ RENFORCE AU NIGER

Août 2019

Rapport technique semestriel concernant le projet de Catégorie 1

(Pour la période du 1er juillet 2018 au 30 Juin 2019)

| <i>DESCRIPTION DU PROJET</i> | | |
|------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| | Titre du projet: | Programme d'Appui au Cadre Intégré du Commerce |
| | Présenté par (PEMO): | |
| | Date d'approbation: | le 06 février 2015 |
| | Date de signature du mémorandum d'accord: | le 12 février 2015 |
| | Durée du projet (plus prolongation, le cas échéant): | 02 (deux) an |
| | Date de commencement effective: | Juillet 2018 |
| <i>FINANCEMENT</i> | | |
| | Budget total du projet (\$EU): | 530560 USD (265280000 F CFA) |
| | Contribution du CIR (\$EU): | 300 000 USD (150 000 000 F CFA) |
| | Contribution du gouvernement (\$EU): | 228 560USD (114280000 F CFA) |
| | Période couverte par le présent rapport: | du 1er janvier au 30 juin 2019 |
| | Montant reçu pendant la période couverte (\$EU): | |
| | Montant dépensé pendant la période couverte (\$EU): | |
| | Montant total reçu (\$EU): | |
| | Montant total dépensé (\$EU) | |
| <i>AUTORISATION</i> | | |
| | Personne à contacter pour le présent rapport (nom et fonction): | M. IDRISSE YAHAYA <i>EXPERT EN ANALYSE, SUIVI ÉVALUATION</i> |
| | Adresse électronique: | idrissayahaya44@mail.com |
| | Numéro de téléphone: | Cel : + 227 94067849 |
| | Rapport approuvé par (nom et fonction): | M.ABDOU ADAMOU COORDONNATEUR |
| | Signature de la personne autorisée, cachet et date | M.KARIDIO HAMADOU POINT FOCAL DU CIR |

I. MISE EN ŒUVRE GLOBALE DU PROJET ET PRINCIPALES DIFFICULTÉS

1. Mise en œuvre globale du Projet

La mise en œuvre globale du Projet de phase de soutien à la durabilité du programme cadre intégré renforce au Niger a porté essentiellement sur l'exécution des activités dont les termes de référence ont été soumis aux autorités et validés enfin du 1^{er} semestre, de la mise en œuvre du Plan de Travail et la finalisation du Projet de catégorie 2 sur la filière sésame, intitulé : « *PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE SÉSAME AU NIGER* », après les observations du Secrétariat Exécutif du CIR et de GFAS.

a) L'exécution des activités de renforcement des capacités

Quatre (4) activités dont les termes de référence ont été approuvées les autorités ministérielles, ont été exécutées au cours du 2^{ème} semestre, à savoir :

❖ *Un atelier de vulgarisation des textes sur la protection des consommateurs*

Tenu à Kollo (TILLABERY), le 13 et 14 Juin 2019, cet atelier de sensibilisation sur les textes portant protection des consommateurs, a eu lieu dans la salle de réunions de l'Institut Public de Développement Rural (IPDR), sous la présidence du Secrétaire Général Adjoint du Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, M. ABDOULAYE SOUMANA.

Étaient présents à l'atelier les représentants de la presse, du secteur privé, des ministères sectoriels et de la société civile (intervenant pour la protection des consommateurs). **Au total, trente-deux(32) participants dont douze(12) femmes, ont pris part à cette activité.**

Au cours de cet atelier quatre communications ont été présentées par les conférenciers, notamment :

- ⇒ l'exposé sur les principes fondamentaux de la protection des consommateurs, présenté par M. Mahaman Nouri, Président de ADDC-Wadata, Vice-Président RASCONI, Point Focal Francophone du Conseil Régional de la Consommation, CEDEAO ;

- ⇒ la deuxième communication, présentée par Mme HADJARA IBRAHIM, Directrice de la Concurrence, de la Compétitivité et de la Protection des Droits des Consommateurs. Cette communication a porté sur la transparence des transactions commerciales ;
- ⇒ Une communication sur la transparence des transactions commerciales, portant sur les pratiques restrictives a été présentée par le Directeur Général du Commerce, M. HASSANE MOUNKAILA ; et
- ⇒ Enfin une communication sur le pouvoir des agents assermentés et protection des consommateurs contre les pratiques abusives a été présentée par M. SOULEY ALI, Cadre à la Direction du Commerce Intérieur et de la Lutte Contre la Vie Chère.

Il faut souligner qu'à l'issue de chaque présentation, une plage d'intervention a été ouverte au de laquelle, des participants ont émis tantôt des commentaires ou des questions d'éclaircissements auxquelles les conférenciers ont apportés des réponses satisfaisantes.

❖ ***Un atelier de formation des utilisateurs des outils de communication sur les enjeux et les opportunités de la ZLECAf ;***

Tenu le jeudi 16 mai 2019, l'atelier de formation des utilisateurs des outils de communication sur les enjeux et les opportunités liées à la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf), a eu lieu dans la salle de réunions du AFRICA HALL, sous la présidence de la Secrétaire Générale du Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, MME ZADA MARIAMA.

Étaient présents à l'atelier les représentants des medias publics et privés, des ministères sectoriels et de la société civile. **Cette activité a vu la participation de vingt-cinq (25) acteurs dont dix (10) femmes.**

Au cours l'activité, une communication a été présentée par l'équipe de la Direction du Commerce Extérieur et du Partenariat Economique (DCE/PE). Cette présentation, s'articule autour de trois parties, constituées des sous points, comme suit : Première partie: Rappel historique a porté sur le Traité d'Abuja et l'Agenda 2063 ; la Deuxième partie: Processus et résultats de Négociations de la ZLECAf a porté sur les processus des négociations, les Résultats des négociations, les Enjeux et défis et les opportunités ; la Troisième partie: Préparation du Niger à la mise en œuvre de la ZLECAf a porté sur le Forum et la Stratégie Nationale ZLECAf et les Autres initiatives.

A l'issue, des questions d'éclaircissements ont été posées, auxquelles des réponses appropriées ont été apportées par les présentateurs.

❖ **Un Atelier de formation du secteur privé sur les dispositifs incitatifs des codes des investissements, Douanes et Mines**

Tenu le jeudi 25 avril 2019, l'atelier de formation des acteurs du secteur privé sur les dispositifs incitatifs des codes des investissements, des douanes et des mines, a eu lieu dans la salle de réunions du AFRICA HALL, sous la présidence de la Secrétaire Générale du Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, MME ZADA MARIAMA.

Vingt-neuf(29) participants, dont sept (7) femmes, étaient présents à l'atelier, regroupant des représentants des ministères sectoriels, du secteur privé et de la société civile.

A l'occasion de cette activité, deux exposés ont été présentés aux participants, à savoir :

- ⇒ Un exposé sur le code des investissements, préparé et présenté par M. IDÉ Issoufou, du Secrétariat Permanent du Code des investissements. Le conférencier a de prime abord décliné la mission de sa structure et le plan de sa présentation. Cette dernière a porté sur les avantages offerts par le Code des Investissements en République du Niger, pendant les phases d'investissement et d'exploitation. A l'issue, il a répondu aux questions à lui poser par les participants avec tact du professionnel en la matière.
- ⇒ Le deuxième exposé a été présenté par Mme Harouna Habsou, Directrice des Etudes et de la Programmation au Ministère des Mines, qui s'était faite accompagnée par d'autres techniciens du domaine. Cette communication a porté sur les textes régissant le secteur minier notamment, le code minier. Ainsi, elle a rappelé que le secteur minier comme tout autre secteur est régi par des textes. Ces derniers constituent son cadre juridique. La présentation à passer en revue, non seulement, les principaux textes qui ont été pris dans ce secteur pendant la période de référence à savoir de 2001 date de la déclaration de la politique minière à 2016 et d'autres réformes importantes initiées afin de mieux régir le secteur mais des recommandations nécessairement être formulées pour un meilleur encadrement du secteur. Comme à l'accoutumé, l'issue de cette communication, une plage de questions- réponses a été ouverte.

❖ **Un atelier de renforcement des capacités des jeunes promoteurs des PME sur les formalités liées au commerce**

L'atelier de renforcement des capacités des jeunes promoteurs des PME sur les formalités liées au commerce a eu lieu du 30 au 31 janvier 2019 à Bangoula(Tillabery), sous la présidence de la Secrétaire Générale du Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, MME ZADA MARIAMA. **Il a regroupé vingt-six (26) participants dont cinq(5) femmes**, représentants des ministères sectoriels, de secteur privé, de la société civile, de la presse et de l'université de Niamey.

Au cours de ces assises, quatre(4) communications ont présentées, suivies des questions et des débats très contributifs ; notamment :

- ⇒ Une communication sur les formalités liées à la création des entreprises ;
- ⇒ Une communication sur les formalités liées à l'obtention d'un agrément pour le commerce de certains biens ; à la vente spéciale; et à la délivrance des licences;
- ⇒ Une communication sur le climat des affaires ; et
- ⇒ Une communication sur les obligations fiscales essentielles d'une entreprise : comment les accomplir?

❖ **Un atelier de vulgarisation des accords commerciaux**

Tenu à Kollo (TILLABERY), le 17 et 18 Janvier 2019, l'atelier de vulgarisation des accords commerciaux, a eu lieu dans la salle de réunions de l'Institut Public de Développement Rural (IPDR), sous la présidence de la Secrétaire Générale du Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, MME ZADA MARIAMA.

Ledit atelier a regroupé vingt-huit (28) participants dont huit(8) femmes, représentants diverses structures concernées par la mise en œuvre du projet.

Trois exposés ont présentés lors de l'atelier, notamment :

- ⇒ Un exposé sur l'organisation mondiale du commerce: état des négociations sur le Programme de Doha pour le Développement (PDD) ;
- ⇒ Une communication sur Accord sur la facilitation des échanges ;
- ⇒ Une communication sur Introduction : zones de libre-échange.

Il faut souligner qu'à l'issue de chaque présentation, s'en est suivie une plage des questions et réponses et des commentaires.

b) L'élaboration du projet d'appui au développement de la filière sésame au Niger

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de travail, le processus de l'élaboration du projet de cat2 susmentionné, entamé au 1^{er} semestre, a été finalisé au 2^{ème} semestre avec la validation du document de projet par le Comité Directeur National et sa transmission au CIR et au GFAS, pour observations et amendements.

Le CIR et le GFAS ayant porté leurs amendements, le document final a été renvoyé à ces structures pour son approbation.

c) L'actualisation du site web de l'Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré Renforcé

Le site web de l'UMOCIR est actualisé. Désormais, il est prévu de mettre une équipe composée des experts de l'Unité et les cadres du Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur du Secteur Privé pour son alimentation, en collaboration avec le Master WEB.

d) La réalisation d'un audit du projet

Conformément au plan du travail, un audit du projet a été réalisé. Aux termes de conclusion, on retient que toutes les procédures normales de mise en œuvre sont respectées.

2. Les principales difficultés rencontrées et les conséquences globales sur l'exécution du projet.

La difficulté rencontrée est essentiellement liée à la mobilisation de la contrepartie de l'État qui aurait servi la mise en œuvre de plusieurs activités prévues dans le plan de travail.

II. RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Les renseignements actualisés sur les activités en cours de la mise en œuvre sont ceux relatifs à la réalisation d'une revue semestrielle du CIR en prenant en compte des thématiques comme Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf) et la poursuite de renforcement des capacités des acteurs, dont les termes références sont en train d'être élaborés .

Canevas de suivi des activités

| N° | Indicateur | Activité | Progrès (%) de l'activité mise en œuvre | Remarques |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| | Le document de politique Nationale du Commerce et l'EDIC sont actualisés, vulgarisés et mis en œuvre | | Activité non réalisée | Le document de politique Nationale du Commerce non adopté par l'Assemblée Nationale |
| | Nombre d'actions soutenues en matière d'amélioration du cadre réglementaire du commerce et de suivi des processus de négociations commerciales | | Activité non réalisée | Le document de politique Nationale du Commerce non adopté par l'Assemblée Nationale |
| | Élaboration du PAP/EDICII | | Activité non réalisée | Le document de politique Nationale du Commerce non adopté par l'Assemblée Nationale |
| | R1A1 : Reproduire et vulgariser l'EDICII et la PNC | R1A1.1 : Reproduire les documents de l'EDIC II et de la PNC avec la prise en compte de la ZLEC | Activité non réalisée | Le document de politique Nationale du Commerce non adopté par l'Assemblée Nationale |
| | | Elaborer les documents de synthèses (dépliant, Brochures, pochettes | Activité non réalisée | Le document de politique Nationale du Commerce non adopté par l'Assemblée Nationale |
| | | R1A1.3 : Vulgariser de l'EDIC II et de la PNC avec la prise en compte de la ZLEC | Activité non réalisée | Le document de politique Nationale du Commerce non adopté par l'Assemblée Nationale |
| | R1A2 : Améliorer le climat des affaires au Niger | R1A1.4 : Appuyer l'élaboration des textes qui fixent l'accès des PME aux marchés publics | Activité non réalisée | Il est attendu du Ministère une proposition de l'activité |
| | | R1A1.5: Appuyer l'élaboration des textes d'application de la Charte des PME | Activité non réalisée | Il est attendu du Ministère une proposition de l'activité |

| | | | | |
|--|---------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|---------------------------------------------------------------------|
| | | R1A1.6 : Vulgariser des textes sur la protection des consommateurs | Activité réalisée | |
| | | R1A1.7 : Appuyer à l'identification et la catégorisation des marchés | Activité non réalisée | Il est attendu du Ministère une proposition de l'activité |
| | | R1A1.8 : Vulgariser les accords commerciaux | Activité réalisée | |
| | Restructuration de l'UMOCIR | | Activité non réalisée | Il est attendu du Ministère une proposition de l'activité |
| | Mécanisme de coordination public privé performant | | Activité non réalisée | Il est attendu du Ministère une proposition de l'activité |
| | Dialogue avec les donateurs | | réalisée | |
| | R2A1 : Renforcer la synergie institutionnelle et le dialogue avec les donateurs | R2A1.1: Créer un cadre de concertation avec les PTF | Activité non réalisée | Il est attendu du Ministère une proposition de l'activité |
| | | R2A1.2 : Tenir des réunions du Comité Directeur National | Activité réalisée | |
| | | R2A1.3 : Tenir des réunions du Comité Technique Sectoriel et du Cadre de Concertation | Activité réalisée | |
| | | R2A1.4 : Élaborer et signer un contrat de performance pluriannuel entre MCPSP et l'UMOCIR | Activité non réalisée | Activité prévue sur la contrepartie de l'Etat non encore disponible |
| | | R2A1.5 : Appuyer le fonctionnement du Comité National des négociations | Activité non réalisée | Il est attendu du Ministère une proposition de l'activité |
| | | R2A1.6 : Appuyer la redynamisation du Comité | Activité réalisée | |

| | | | | |
|--|----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|---------------------------------------------------------------------|
| | | Permanent de Concertation entre le MC/PSP et le Secteur Privé | | |
| | | R2A1.7: Appuyer l'organisation des revues annuelles conjointes du Secteur Commerce | Activité non réalisée | Activité prévue sur la contrepartie de l'Etat non encore disponible |
| | | R2A1.8: Assurer une synergie d'action entre le Commerce et le climat des affaires dans le cadre du Doing Business | Activité non réalisée | Activité prévue sur la contrepartie de l'Etat non encore disponible |
| | | R2A1.9: Appuyer la participation aux rencontres sur l'aide pour le commerce | Activité réalisée | |
| | | R2A1.10 : Participer à des conférences et rencontres internationales sur le Commerce | Activité réalisée | |
| | R2A2 : Assurer le fonctionnement de l'UMOCIR | R2A2.1 : Acquérir les matériels informatiques et bureautiques ; Fourniture et consommables (UMOCIR, PF) | Activité réalisée | |
| | | R2A2.2 : Assurer l'entretien du bâtiment, le gardiennage | Activité réalisée | |
| | | R2A2.3 : Assurer l'entretien des parcs auto et informatique : (Carburant lubrifiant ; Assurance véhicule et moto Entretien réparation | Activité réalisée | |

| | | | | |
|--|------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | véhicule, moto, Groupe électronique et matériels informatiques) | | |
| | | R2A2.4 : Payer les salaires et indemnités du personnel | Activité réalisée | |
| | | R2A2.5 : Évaluer la mise en œuvre du programme de soutien à la durabilité | Activité non réalisée | Ne projet n'est pas à sa fin |
| | | R2A2.6 : Suivre et évaluer le contrat de performance entre MCPSP /UMOCIR | Activité non réalisée | Activité prévue sur la contrepartie de l'Etat non encore disponible et le contrat n'est pas signé |
| | | R2A2.7 : Organiser des Audits | Activité réalisée | |
| | Nombre de représentants du secteur public, privé et de la société civile formés | | 140 acteurs étaient formés | |
| | Existence d'outils de communication de renseignements de qualité pour les diverses parties prenantes | | Réalisé (site web) | |
| | R3A1 : Acquérir des outils de communication | R3A1.1 : Abonnement Internet, Hébergement et animation du Site Web | Activité réalisée | |
| | | R3A1.2 : Elaborer les supports de communication (Film documentaire) | Activité non réalisée | En cours |
| | | R3A1.3 : Revue semestrielle du CIR en 100 exemplaires (Au cœur des thématiques comme l'intégration commerciale, ZELEC.... | Activité non réalisée | |

| | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|---------------------------------------------------------------------|
| | R3A2 : Renforcer les capacités des utilisateurs des outils de communication | R3A2.1 : Former les animateurs | Activité réalisée | |
| | | | | |
| | Nombre de formation et de sensibilisation des femmes et des jeunes sur l'Environnement du climat des affaires | | Activité réalisée | |
| | Pourcentage des femmes bénéficiaires directes de l'appui de l'UMOCIR | | 42% | |
| | Nombre de PME et de groupement bénéficiaires de l'UMOCIR | | Plus de 20 | |
| Résultat4, Produit4 : Formation et sensibilisation sur les thématiques d'inclusion des femmes et des jeunes dans le domaine du commerce | | | | |
| | R4A1 : Former et sensibiliser | R4A1.1 : ateliers de formation du secteur privé sur les dispositifs incitatifs des Codes des investissements, Douanes, Mines, etc. | Activité réalisée | |
| | | R4A1.2 : Former les femmes en AGR relative au développement de chaîne de valeur | Activité non réalisée | Activité prévue sur la contrepartie de l'Etat non encore disponible |
| | | R4A1.3 : Renforcer les capacités des jeunes promoteurs des PME sur les formalités liées au commerce | Activité réalisée | |
| | | R5A1.4 : Former et sensibiliser des jeunes et femmes en Marketing | Activité non réalisée | Activité prévue sur la contrepartie de l'Etat non encore disponible |
| | R4A2 : Développer les chaînes de valeurs | R4A2.1 : Formuler des projets de catégorie 2 lié à la PNC et de l'EDIC | Activité réalisée | |

| | | | | |
|--|--|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
| | | | Projet sur la filière sésame | |
| | | R4A2.2 : Appuyer la formalisation et la structuration des associations nationales faitières de femmes dans le commerce | Activité non réalisée | Activité prévue sur la contrepartie de l'Etat non encore disponible |

III. ANALYSE DES RISQUES

Comme recommandé dans le mémorandum, au cours de la phase deux(2) du CIR, une analyse des risques doit être effectuée pour chaque période considérée.

À cet effet, la matrice des risques ci-dessous a été renseignée selon *l'éventualité de risque opérationnel seulement* qui a caractérisé la période concernée par ce rapport.

Risque et mesure d'atténuation

| Risque | Composantes/Description du risque | Stratégie d'atténuation | La mesure d'atténuation appliquée cette période de rapportage |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Risque fiduciaire et financier | L'insuffisance du soutien financier fourni par le gouvernement au Ministère chargé du commerce pour les projets de catégorie 1 nuira à la durabilité des résultats | <p>Le Ministère chargé du commerce doit mieux faire connaître les projets de catégorie 1 au niveau national et impliquer le gouvernement afin que le commerce devienne une question prioritaire et bénéficie d'un soutien gouvernemental.</p> <p>L'UNMO fera rapport au GFAS et au SE sur l'avancement des projets et s'assurera que le programme du pays en matière de commerce est intégré dans le plan de développement national, ainsi que dans la politique et les stratégies commerciales</p> | Un suivi régulier a été effectué pour le décaissement de la contrepartie de l'Etat afin de mettre en œuvre les activités programmées sur celle-ci. |